

La crise, version suédoise

La présidence de l'UE sous le signe de la croissance

PAR NADIA DI PILLO

A l'occasion de la présidence suédoise de l'Union européenne, l'ambassade de Suède et la Chambre de commerce ont conjointement organisé une conférence sur les conséquences de la crise financière. S'appuyant sur l'expérience de la crise suédoise du début des années 1990, Lars Heikensten, membre de la Cour des comptes européenne et ancien gouverneur de la Banque centrale de Suède, a exposé sa vision de la crise actuelle. Yves Mersch, président de la Banque centrale du Luxembourg, a de son côté présenté les réponses de l'Eurosystème à la crise et les implications sur le système de régulation financière.

Comme le reste du monde, la Suède n'échappé pas à la récession. Ses banques sont confrontées à des pertes sèches considérables, la couronne est sous pression. Le gouvernement et la banque centrale sont aux aguets, mais disposent, heureusement, d'une certaine expérience, car la Suède a déjà connu une violente crise bancaire. En 1992, une bulle immobili-



Agneta Södermann, ambassadrice de Suède au Luxembourg, Lars Heikensten, membre de la Cour des comptes européenne, et Yves Mersch, président de la Banque centrale du Luxembourg (de g. à d.). (PHOTO: ANOUK ANTONY)

lière a causé un sévère resserrement du crédit suite à son éclatement. Le gouvernement suédois a alors dû procéder au sauvetage du système bancaire. Comme le rappelle Agneta Södermann, ambassadrice de Suède au Luxembourg, les pertes des banques étaient équivalentes à 12 % du produit intérieur brut suédois. Entre 1990 et 1993, le PIB suédois a reculé de 6 %, le taux de chômage est passé de 3 à 12 % et le déficit public a atteint un niveau record de 12 %. «Nous avons connu une situation dramatique à laquelle nous avons répondu avec des mesures drastiques», explique-telle.

Pour Lars Heikensten, les causes de cette crise sont semblables à celles de la crise des subprimes. En Suède, c'est aussi une bulle immobilière qui est à l'origine de la tourmente. Pour contrer cette situation, le gouvernement suédois a pris des mesures rapides. Il a garanti tous les dépôts des 114 banques suédoises. Le gouvernement suédois a alors injecté de l'argent dans les banques qui paraissaient pouvoir s'en sortir et a laissé les autres s'effondrer. Il a créé une agence nationale de supervision bancaire, la Bank Support Agency, pour aider les banques qui avaient besoin d'être recapitalisées. Il a ensuite pris en charge les mauvaises créances en contrepartie d'une prise de participation en actions ordinaires. Les actionnaires perdirent leur placement, mais les propriétaires d'obligations furent épargnés.

Lars Heikensten insiste finalement sur la nécessité d'une réaction rapide pour contrer la crise. C'était le cas de la Suède, qui a rapidement recapitalisé ses banques. Au contraire, le Japon qui a également connu une grave crise bancaire au début des années 90, a attendu trop longtemps pour reconnaître la réalité des créances douteuses accumulées dans son système bancaire. Il a payé cet attentisme par plus d'une décennie de marasme économique.

Les leçons de la crise suédoise

La leçon de cette crise est pour Lars Heikensten «la nécessité de restaurer rapidement la confiance du public», alors que «la transparence est essentielle». Selon lui, le consensus politique reste également un passage obligé pour sortir rapidement des turbulences économiques.

Quant aux scénarios de sortie de crise, le premier objectif à court terme doit être le nettoyage du système bancaire. Une stratégie de sortie de crise (exit strategy) est indispensable, alors que les Etats doivent aujourd'hui faire face au défi fiscal.

Sur le long terme, il faut accroître la coordination des politiques macroéconomiques, maintenir les objectifs en termes d'inflation, améliorer le système fiscal au sein de l'Union européenne et enfin, l'UE doit se doter d'un système de supervision plus efficace et plus intégré pour être

mieux en mesure d'affronter les crises financières.

A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle

Yves Mersch, président de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), a ensuite présenté les nombreuses mesures qui ont été prises par l'Eurosystème durant la période de turbulences sur les marchés. Outre la fonction traditionnelle de fixation des taux d'intérêt directeurs, la Banque centrale européenne a pris une série de mesures exceptionnelles pour faire face à cette situation difficile. L'Eurosystème a notamment ajusté la distribution de la liquidité au cours de la période de constitution des réserves en fournissant la liquidité par anticipation. La BCE a également adopté, à titre tout à fait exceptionnel, une procédure d'appels d'offres à taux fixe intégralement servis pour l'ensemble des opérations principales de refinancement hebdomadaires et des opérations de refinancement à plus long terme. Elle a également augmenté le nombre et la fréquence des opérations de refinancement à plus long terme en procédant chaque mois à trois opérations de refinancement supplémentaires. Parallèlement, la BCE a mis en œuvre une nouvelle série de mesures exceptionnelles visant à élargir temporairement la liste des actifs admis en garantie dans le cadre des opérations de crédit.

Plus récemment, la Banque centrale européenne a annoncé

qu'elle actionnera un autre instrument de sa politique non conventionnelle, à savoir le rachat d'obligations sécurisées pour un montant total de 60 milliards d'euros. Ce rachat sera mis en place graduellement tenant compte des conditions de marché et des besoins de l'Eurosystème en matière de politique monétaire.

Dans le contexte de crise financière, la BCE a donc pris des mesures non conventionnelles pour contribuer à la relance du crédit en zone euro. Et selon Yves Mersch, le système bancaire est actuellement sur la bonne voie.

Par ailleurs, Yves Mersch a confirmé qu'il entrevoit la fin du tunnel pour le second semestre 2010. La croissance économique devrait revenir dans le positif, même si cette reprise reste relativement modérée.

Concernant l'inflation, Yves Mersch a écarté le risque de déflation, les taux annuels d'inflation devraient demeurer temporairement négatifs au cours des prochains mois, avant de redevenir positifs.

Enfin, à la question de savoir si l'on pourra revenir à la même tendance de croissance qu'avant, Yves Mersch a souligné le risque d'une baisse de la productivité du système bancaire, notamment en raison d'un renforcement de la régulation. Cela va surtout affecter les pays dont l'économie dépend fortement du secteur financier. Le Luxembourg, bien évidemment, ne sera pas épargné.